



Séance ordinaire du lundi 12 octobre 2020

L'an deux mille-vingt et le douze octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Serge GUISEPPIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mathilde BORNE, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO

Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement - Service public de l'eau et de l'assainissement - Rapport sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS) de l'eau potable et de l'eau brute pour l'année 2019

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce depuis le 1er janvier 2010 la compétence « Eau Potable » de plein droit en lieu et place des communes membres en application de l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 du 22 juin 2009.

La compétence eau potable est assurée selon le principe de représentation substitution sur 18 des 31 communes et en régie sur les 13 autres, soit 384 288 habitants (Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone).

L'article L.2224-5 du Code général des collectivités territoriales dispose que le Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI, ici la Métropole) doit présenter un rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable et d'assainissement à l'assemblée délibérante. Celui-ci doit être mis à la disposition du public à la Métropole et dans les communes. Parallèlement, un exemplaire doit être adressé par le Président au Préfet pour information (articles L.2225-5 et D.2224-5 Code général des collectivités territoriales).

En termes d'organisation du service, par délibération en date du 7 mai 2014, la Métropole a adopté le principe d'une gestion en régie de son service public de l'eau potable sur les treize communes et de son service de l'eau brute pour l'ensemble du territoire métropolitain et ce à compter du 1^{er} janvier 2016. La Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole a été créée par délibération du 28 avril 2015 sous forme d'une régie personnalisée, dotée d'une personnalité juridique distincte de celle de la Métropole, et de l'autonomie financière. Son Conseil d'Administration est composé de 20 membres, 14 membres issus du Conseil de Métropole, 4 représentants d'associations de consommateurs ou de défense de l'environnement, une personnalité qualifiée et un représentant du personnel, tous à voix délibérative.

Les relations entre la Métropole et la Régie ont été définies par une convention d'objectifs sur la période 2016-2020 qui fixe les missions de chacune des parties, organise le suivi de l'activité de la Régie, définit les enjeux et les objectifs à atteindre par le service. Cette dernière a fait l'objet d'un second avenant approuvé le 8 février 2019, qui a permis d'ajuster les objectifs assignés à la Régie.

Le service public de l'eau potable est alimenté par 7 captages en service dont le principal est la Source du Lez, et est constitué de près de 1 329 kms de réseaux d'adduction et de distribution, 30 réservoirs d'une capacité totale de 113 800 m³, et une station de traitement d'eau potable en service d'une capacité de 2000 l/s, pour 79 311 abonnés.

La ressource principale est la source du Lez, pour un débit de prélèvement autorisé de 1700 l/s qui alimente l'usine de clarification et de traitement François Arago à Montpellier. En complément de la source du Lez, lors de la période d'étiage, l'eau du canal BRL peut être distribuée après traitement sur la même station François Arago, adaptée en conséquence.

Les Communes de Montpellier, Juvignac et Prades-le-Lez sont exclusivement alimentées par la source du Lez. Les Communes de Grabels, Jacou, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone sont alimentées par la source du Lez pour partie et des captages pour le reste. Seuls des forages locaux alimentent les Communes de Saint-Brès et Sussargues. Pour les Communes de Lattes et Pérols, l'alimentation est assurée par l'eau du Bas-Rhône Languedoc traitée par l'usine de potabilisation de Vauguières, dont la gestion relève de Pays de l'Or Agglomération.

La tarification au 1^{er} janvier 2019 est identique à celle votée en décembre 2015 par la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à la convention d'objectifs la liant la Métropole, qui fixe la stabilité tarifaire sur cinq années.

Le tarif fixé par la Régie se décompose comme suit :

- Une partie fixe semestrielle, fonction du diamètre du compteur, de 9 € HT pour un compteur de 20 mm ou moins,
- Une partie proportionnelle dont le montant est fixée à 1 € HT pour la tranche inférieure ou égale à une consommation de 120 m³ par an et à 1,123 € HT pour la tranche supérieure à 120 m³ par an.

Au global, sur l'année 2019, 32 Mm³ d'eau potable ont été produits, 4,6 Mm³ achetés et 6,2 Mm³ vendus en gros. Les volumes consommés représentent 25,8 Mm³ tout usage confondu (abonnés, eau de services tel que purges, nettoyage des réservoirs..., et volume consommés sans comptage notamment pour les bornes incendie, l'arrosage public...).

Approuvé en mai 2013, le schéma directeur de l'eau potable est en cours de mise en œuvre. Plusieurs opérations prioritaires du Schéma ont été confiées par convention de délégation de Maîtrise d'Ouvrage à la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole.

Ainsi s'est poursuivi en 2019 le projet de renforcement de l'alimentation en eau potable des communes de Jacou, Le Crès et Vendargues, au regard de la situation actuelle et des projets de développement futurs, pour un besoin en eau potable horizon 2040 ainsi que des capacités de stockage pour un besoin en eau potable horizon 2040.

La réalisation d'une étude d'opportunité a permis de valider le programme de travaux tendant au déplacement du surpresseur de Verchant au droit de la future usine de production d'eau potable de Valedeau, à la réalisation d'un nouveau réseau de transfert entre cette station de pompage et les réservoirs de tête du secteur et à la création d'un ou plusieurs réservoirs de stockage.

La consultation pour la désignation d'un maître d'œuvre sera lancée en 2020.

Les actions visant à préserver la qualité de la ressource en eau se poursuivent sur une bonne dynamique. L'animation portée sur les aires d'alimentation des captages prioritaires du Flès et de Garrigues Basses a permis l'engagement de mesures agroenvironnementales sur 69 ha de terres agricoles, l'émergence d'un projet d'aire de lavage collective des pulvérisateurs sur trois secteurs du territoire métropolitain, l'accompagnement de 10 plans d'amélioration des pratiques phytosanitaires et horticoles communaux et de 2 plans métropolitains dans une démarche « Zéro phyto »... l'ensemble de ces mesures permettant de limiter ou supprimer les traitements phytosanitaires. Des projets agro-écologiques ont également été élaborés pour agir globalement sur le territoire métropolitain en lien avec la politique agro-écologique et alimentaire.

Concernant la gestion quantitative des ressources en eau, deux plans de gestion (PGRE) pour l'aquifère de Castries-Sommières et les masses d'eau Lez-Mosson-Karst Mosson approuvés en 2018, se poursuivent en 2019. Leur mise en œuvre, prévue sur une durée 3 ans, prévoit des mesures d'économies d'eau, de sensibilisation de la population, et de substitution des prélèvements. La Métropole s'inscrit également dans le programme Aquaméto en lien avec l'ALEC. Ces actions concourent à la préservation quantitative des masses d'eau utilisées pour l'alimentation en eau de la population. A ce titre, une subvention d'un montant de 68 449 € est inscrite au budget annexe de l'eau potable en 2019.

Une autre priorité du schéma directeur est la sécurisation de l'alimentation en eau du système Lez, à ce jour insuffisamment secourue. Pour cela, la construction d'une unité de traitement d'eau potable de 750 l/s à partir de l'eau brute de BRL sur le site de VALEDEAU à l'Est de Montpellier est inscrite au Schéma Directeur. Les études préliminaires réalisées par EGIS Eau en 2019, dans le cadre de leur mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage, ont permis de préparer la consultation pour le marché de conception-réalisation, procédure devant s'achever en 2021.

Lors de ces études préliminaires ont notamment été réalisés une modélisation de la zone desservie par la future usine d'eau potable ainsi qu'un pré-dimensionnement de cette dernière. En parallèle, l'ensemble des contraintes a été analysé et les investigations liées aux études réglementaires réalisées, dont l'inventaire de la faune et de la flore. Le coût de la réalisation de cet ouvrage est estimé à 27 M€ HT. La mise en service prévisionnelle est programmée pour 2023.

Concernant l'alimentation en eau potable de Saint-Brès, devant être à la fois renforcée et mieux sécurisée, les études de faisabilité ont été reprises afin d'examiner de nouvelles opportunités d'alimentation en eau en concertation avec le Syndicat Garrigues Campagne. En effet suite à l'avis défavorable de l'hydrogéologue agréé pour l'obtention de la DUP de Farel, et aux travaux envisagés par le SMGC pour desservir

Baillargues, le programme de travaux du SDAEP a évolué. Compte tenu de l'organisation spatiale des ouvrages existants de Saint-Brès, les travaux à réaliser consistent en la création d'une canalisation de transfert depuis Baillargues vers les réservoirs existants de Saint-Brès à alimenter, de la création d'une unité de surpression à l'emplacement des stockages existants et le renforcement d'un réseau de distribution en sortie de surpresseur.

Les études de maîtrise d'œuvre sont en cours et devraient déboucher en 2020 sur une consultation des entreprises. Les travaux évalués à 1,7 M€ HT devrait être menés en 2020/2021.

Les travaux réalisés en 2019 ont représenté un budget de 25,3 M€. Cela concerne principalement des travaux de réfection des réservoirs, des travaux de renouvellement de réseaux et de branchements et l'opération « Etage 105 ».

L'opération « Etage 105 » est fondée sur la nécessité de sécuriser à 100% les besoins actuels et futurs de la commune de Grabels et renforcer le système d'alimentation de l'étage 105 pour répondre aux besoins de l'urbanisation future. Il s'agit de renouveler et réhabiliter les équipements structurants le nécessitant : station, réservoirs, canalisations.

Les travaux de canalisation (1ère phase : route de Mende, rue de l'Hortus et avenue du Pic Saint-Loup) et de construction de la station de pompage sur le site de Montmaur ont démarré fin 2019 et devraient s'achever fin 2020 pour une mise en service début 2021. Le coût des travaux de la phase 1 canalisations et de la station de pompage est de 6,1 M€ HT. L'étude de projet pour la phase 2 « canalisations » est en cours.

Cinquante ouvrages de stockage d'eau potable ont été recensés sur les 13 communes du territoire de la Régie. Le pré diagnostic réalisé a montré que plus de la moitié de ces ouvrages nécessitait des travaux de réhabilitation. En 2019, une seconde campagne de diagnostic a été réalisée et a permis d'identifier les prochains travaux de réhabilitation d'ouvrages pour lesquels une maîtrise d'œuvre sera lancée fin 2020.

Progressivement, la Régie des Eaux améliore sa connaissance de son patrimoine et conforte ses données sur les linéaires de réseaux, nombre et linéaires de branchement.

En 2019, le linéaire de réseaux inspectés au titre de la recherche de fuite a progressé de 11,9 %, le nombre de réparations de fuite a été de 519 interventions soit 4 % de plus qu'en 2018. Aussi le rendement s'améliore en passant de 82,6 % à 83,2 %.

En application de l'arrêté préfectoral n°2008-1-3230 du 11 décembre 2008, Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence "Développement et gestion des réseaux d'acheminement de l'eau brute du Bas Rhône et du Languedoc" dite "Eau Brute" de plein droit en lieu et place des communes membres. Le patrimoine du service public de l'eau brute de la Métropole se situe sur quatre sites distincts, en milieu urbain. Ces réseaux ont pour objet l'arrosage d'espaces verts publics ou privés afin de préserver les ressources locales destinées à l'alimentation en eau potable locale.

Au global, sur l'année 2019, les volumes consommés représentent 287 047 m³ tout usage confondu (eau brute à usage divers, petits consommateurs, agricole, appoint incendie).

L'accès à la ressource en eau brute représente un enjeu fort pour l'agriculture dans un contexte d'adaptation au changement climatique, de gestion économe des ressources en eau et de développement de l'agro-écologie.

Les années 2017 et 2019 ont été marquées par des déficits hydriques et des pics de températures estivales record pouvant impacter fortement les rendements notamment viticoles.

Dans ce contexte, la Métropole a lancé fin novembre 2019 un nouveau schéma directeur de desserte en eau brute agricole pour réactualiser les besoins actuels et futurs et expertiser l'ensemble des solutions de desserte : renforcement et extension de réseaux hydrauliques, réutilisation d'eaux usées traitées, réutilisation de forages AEP abandonnés, retenues collinaires, etc.

Le rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'eau potable et de l'eau brute a été examiné par la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) qui s'est réunie le 06 octobre 2020, conformément à l'article L.1413-1 du Code général des collectivités territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le rapport annuel 2019 sur le prix et la qualité du service de l'eau potable et de l'eau brute ;
- d'autoriser sa transmission à toutes les communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 23/10/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23 octobre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201012-144819-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 23/10/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport sur le Prix et la Qualité du Service de l'eau potable et de l'eau brute 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.